# INITIATIVE MONDIALE DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS POUR LES FEMMES ET LES FILLES

## RAPPORT SUR LES RÉSULTATS MONDIAUX 2017-2020

VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS

PROGRAMME PHARE D'ONU FEMMES

ONU FEMMES

2021 - CELEBRATION DES 10 ANS

INITIATIVE MONDIALE DE L'ONU FEMMES : VILLES SÛRES ET ESPACES PUBLICS SÛRS POUR LES FEMMES ET LES FILLES

# PRÉFACE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE D'ONU FEMMES

L'année 2021 marque le 10ème anniversaire de la mise en œuvre de l'initiative mondiale de l'ONU Femmes « Des villes sûres et des espaces publics sûrs. » Beaucoup d'évènements se sont produits au cours de cette décennie, dont plus récemment la pandémie de la COVID-19 qui a transformé la façon dont nos villes fonctionnent avec la fermeture d'entreprises, la digitalisation de l'école, et l'accès limité aux soins de santé, aux services sociaux, aux loisirs et aux transports.

Au cours de cette crise, nous avons observé une « pandémie fantôme » de violence contre les femmes et les filles : tandis que la violence domestique se déroule derrière les murs des foyers, les rues se sont vidées et étaient empruntées par peu de témoins. Les femmes se sont alors retrouvées exposées dans les espaces publics à des risques accrus de violence sexuelle et autres formes de violence, augmentant ainsi le besoin de refuges et d'une réponse sensible au genre de la part de la police et des autres intervenantes et intervenants.

Malgré ces défis, nous avons parcouru un long chemin ensemble dans nos efforts pour mettre fin au harcèlement sexuel contre les femmes et les filles dans les espaces publics et pour créer des villes sûres, intelligentes et durables pour toutes et tous. Avec les autorités locales et nationales, les femmes de terrain et les organisations de femmes, les chercheuses et les chercheurs, et les jeunes féministes, nous avons répondu à l'appel des femmes du monde entier à travailler avec les villes sur ce problème jusqu'alors négligé. Nous avons vu l'initiative se développer, partant des cinq villes fondatrices : Le Caire (Égypte), Delhi (Inde), Kigali (Rwanda), Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) et Quito (Équateur) - pour être aujourd'hui mise en œuvre dans 50 villes du Sud comme du Nord, avec une expansion continue au sein mêmes des pays, et dans de nouveaux pays. Et nous n'en n'avons pas encore fini. Cette année, nous avons lancé les six Coalitions d'Action de la Génération Égalité, dont une sur la violence fondée sur le genre, qui contribuera à faire avancer davantage l'initiative en ajoutant 50 villes supplémentaires d'ici 2025.

Ce deuxième rapport mondial présente les résultats obtenus dans les villes « championnes » de l'initiative, de Quito (Équateur), La Paz (Bolivie) et Montréal (Canada), jusqu'à Kericho (Kenya) et Manille (Philippines).

Il souligne la nécessité d'investir dans les données et les informations probantes locales pour pouvoir définir des approches participatives pour des villes sûres qui impliquent les femmes et les filles, y compris les groupes de femmes qui sont confrontées à des formes multiples et intersectionnelles de discrimination et de violence (par exemple, les femmes issues de populations minoritaires vivant au sein de communautés défavorisés)

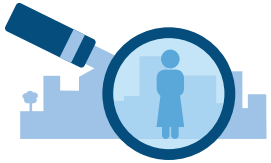
Le rapport appelle à poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de lois et de politiques de prévention et de réponse à la violence sexuelle dans les espaces publics – qui constitue l'une des principales lacunes identifiées dans l'examen des 25 ans de mise en œuvre du Programme d'action de Pékin.

Le rapport met en lumière de nombreuses initiatives encourageantes de partenariats initiés entre 2017 et 2020 et qui donnent des résultats aux niveaux d'objectif et d'impact à travers des interventions qui renforcent la participation politique et l'autonomisation économique des femmes dans toute leur diversité, et qui augmentent le sentiment de sécurité des femmes, améliorent leur mobilité autonome et réduisent la violence sexuelle contre les femmes dans les espaces publics.

En partageant les solutions adaptées localement par des villes du monde entier, y compris celles qui ont été ajustées en réponse à la pandémie de la COVID-19, et qui favorisent une approche intégrée, j'espère que ce rapport continuera à faire progresser le socle des connaissances internationales sur la prévention du harcèlement sexuel des femmes et des filles, et qu'il inspirera l'action d'encore plus de villes et de communautés pour permettre la localisation et la pleine réalisation du Programme d'action de Pékin, des Objectifs de développement durable et du Nouvel agenda urbain en garantissant des villes sûres, saines, vertes et durables pour toutes et tous.

**Dr. Phumzile Mlambo-Ngcuka**
*Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes*

# RENDRE LES VILLES ET LES ESPACES PUBLICS SÛRS POUR TOUTES LES FEMMES ET LES FILLES



*RÉSULTAT CLÉ 1 :*

**GÉNÉRER DES PREUVES ET CRÉER DES PARTENARIATS POUR LE CHANGEMENT**

Les études exploratoires fournissent des données spécifiques et souvent uniques afin d'assurer une compréhension approfondie du harcèlement sexuel et des autres formes de violences contre les femmes dans les espaces publics. Les parties prenantes de différents secteurs réfléchissent aux résultats qui contribuent à la conception de leur programme pour une ville sûre, favorisant ainsi l'appropriation locale.

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

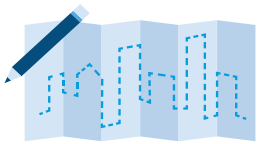
Photo: ONU Femmes Bolivie

Photo: ONU Femmes Mexique

*RÉSULTAT CLÉ 2 :*

**ÉLABORER ET METTRE EN OEUVRE DES LOIS ET DES POLITIQUES HOLISTIQUES**

Les lois et les politiques sont spécifiquement axées sur la prévention et la réponse aux violences sexuelles dans les espaces publics. Les mesures de renforcement des capacités en place aident les gouvernements locaux, les groupes de défense des droits des femmes et les autres partenaires à plaider en faveur de la législation et des politiques, à allouer des ressources adéquates, et à suivre et évaluer la mise en œuvre de ces mesures.



*RÉSULTAT CLÉ 3:*

**INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ET LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE DES ESPACES PUBLICS**

Améliorer la sécurité des femmes et les filles peut se faire par des investissements dans les infrastructures publiques (un meilleur éclairage, des lignes de visibilité améliorées, des toilettes publiques sûres et accessibles, etc.). Les interventions en matière de développement économique permettent d'élargir les possibilités de transfert de connaissances et de formation professionnelle pour les femmes, et d'accroître les possibilités d'autonomisation économique au niveau local.

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

Photo: ONU Femmes

*RÉSULTAT CLÉ 4:*

**TRANSFORMER LES NORMES SOCIALES ET CULTURELLES**

Les activités transformatrices dans les écoles, les communautés et dans d'autres contextes sensibilisent à l'égalité de genres et promeuvent les droits des femmes et des filles à la sécurité dans les espaces publics et à des relations respectueuses.

# PRODUIRE DES PREUVES ET NOUER DES PARTENARIATS POUR LE CHANGEMENT

## MONTRÉAL, CANADA

La ville de Montréal, au Canada, a entamé en 2018 un projet pilote de l'intégration d'une approche d'analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+) au sein de ses politiques, services et programmes. Les leçons tirées de l'ADS+ alimenteront la mise en œuvre de l'initiative "Montréal ville sûre et espaces publics sûrs pour les femmes et les filles ".

Suivant le principe de « ne laisser personne pour compte », ce nouvel outil d'analyse différenciée et intersectionnelle a été mis en œuvre dans la ville et est utilisé comme cadre privilégié pour construire une ville inclusive. La ville a commencé par mener une analyse de ses programmes, en accordant une attention particulière aux expériences des femmes confrontées à des formes multiples d'oppression (femmes autochtones, femmes vivant avec un handicap, femmes racisées, femmes de la diversité sexuelle et femmes sans abri).

Depuis, l'approche ADS+ a été employée dans d'autres projets pilotes dans deux districts et cinq services administratifs, dont le Service de la gestion et de la planification immobilière, le Service de l'urbanisme et de la mobilité, Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, le service de l'habitation et le Service de la diversité et de l'inclusion sociale.

En 2019, des outils de sensibilisation spécifiques ont été développés, une approche de « formation des formateurs » a été déployée, notamment pour les fonctionnaires, et une assistance technique a été fournie sur la manière d'utiliser l'analyse intersectionnelle différenciée selon le genre.

La collaboration avec le Service de l'urbanisme et de la mobilité est essentielle pour aider la ville à développer des espaces publics plus inclusifs et à réfléchir aux questions liées aux expériences des femmes et à leur crainte de la violence sexuelle.

## QUITO, ÉQUATEUR

La violence contre les femmes et les filles (VFF) dans les espaces publics est très répandue à Quito, en Équateur, comme dans d'autres villes. L'étude de référence du programme « Quito, Ville Sûre » a révélé des taux élevés de VFF dans les transports publics et dans les rues.

91% des femmes et des filles ont subi au moins une forme de violence (ex. agression physique, vol, harcèlement sexuel, violences verbales incluses, menaces et intimidations) dans les transports publics.

De même, 84% des participantes ont déclaré qu'elles considéraient que les transports publics n'étaient pas sûrs, et 79% ont dit avoir subi des violences sexuelles dans la rue au moins une fois au cours des 12 derniers mois. L'étude a également noté que les incidents étaient plus fréquents aux heures de pointe, lorsque les moyens de transport sont surchargés. Les participantes ont mentionné la forte congestion des autobus comme un facteur favorisant le harcèlement sexuel, surtout les attouchements physiques inappropriés. Les facteurs de risque de harcèlement sexuel et d'autres formes de violences contre les femmes dans les espaces publics sont les suivants : le manque de mise en œuvre des lois sur la violence contre les femmes, les niveaux élevés de consommation d'alcool qui peuvent intensifier le harcèlement sexuel, et les attitudes des hommes et de certaines femmes qui considèrent le harcèlement sexuel dans les espaces publics comme « normal ». Les arrêts d'autobus, les taxis et les rues ont été identifiés comme des lieux où le harcèlement sexuel et les autres formes de violences à l'égard des femmes se produisent souvent.

Les enquêtes sur le terrain ont été complétées et soutenues par une analyse documentaire de données secondaires de plus de 279 documents pertinents.

**« Nous pouvons observer le changement qui s'opère parmi les femmes survivantes de harcèlement sexuel qui ont suivi le processus. Elles gagnent peu à peu en confiance et en assurance. Elles commencent à prendre leurs propres décisions et à poser des questions sur leurs droits, et elles se sentent soutenues. Elles connaissent les problèmes de la communauté et elles en sont les meilleures avocates. Elles partagent leur histoire avec d'autres personnes. »**

**— JURISTE, CONSEIL MUNICIPAL**

*Photo: ONU Femmes*

Les principaux constats de l'évaluation sont :

- Une réduction de la fréquence du harcèlement sexuel contre les femmes et les filles dans les espaces publics.
- Une amélioration de la législation sur la prévention et la réponse au harcèlement sexuel et aux autres formes de violences contre les femmes dans les espaces publics.
- Une augmentation des connaissances relatives aux mécanismes disponibles pour dénoncer le harcèlement sexuel dans les transports publics par les femmes.
- Un renforcement de la sensibilisation des différentes parties prenantes aux initiatives qui incluent la participation des femmes à la planification urbaine.
- Une augmentation significative de la volonté des témoins de soutenir les femmes lors d'incidents de harcèlement sexuel survenant dans les transports publics à Quito.

## DAKAR, SÉNÉGAL

Le Sénégal est le premier pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale à participer à l'initiative phare mondiale. La ville de Dakar a adapté le cadre mondial « Des Villes Sûres » et les outils qui l'accompagnent avec le soutien de l'ONU Femmes et d'organisations de femmes.

Dans un premier temps, la ville a mené une étude exploratoire pour identifier et mieux comprendre la nature et les formes de violences sexuelles dans les espaces publics de trois banlieues (Guédiawaye, Pikine et Rufisque) afin de guider la conception du programme avec les partenaires communautaires. L'étude comprenait une analyse documentaire, des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés. Les principaux espaces identifiés par les participants et participantes à l'étude où les femmes et les filles sont souvent confrontées à des risques élevés de harcèlement sexuel sont : les marchés, les transports publics, les gares routières, les routes menant aux écoles et aux universités, les garages, les espaces publics ouverts (par exemple, les plages et les quais de pêche), ainsi que les espaces d'apprentissage et de travail.

## UKRAINE

Rubizhne est la première ville d'Ukraine à participer à l'initiative phase mondiale, ce qui a suscité l'intérêt d'autres villes du pays, dont Novoaidar et Hirske (y compris Zolote), dans la région de Luhansk, et Toretsk, dans la région de Donetsk, à envisager leur participation en 2021. En 2020, avec le soutien de l'ONU Femmes, les actions "villes sûres pour les femmes et les filles" ont été institutionnalisées par la création de dix conseils de coordination sur des questions de genre à l'échelle locale. Cela inclut un mandat élargi pour l'intégration des approches de villes sûres et d'espaces publics sûrs pour les femmes et les filles dans certaines communautés de l'Est de l'Ukraine touché par le conflit. Ces conseils sont chargés de coordonner et de surveiller la mise en œuvre des engagements en matière de genre au niveau local et servent de plateforme de dialogue entre autorités locales et les membres de la communauté. Grâce à la convocation des partenaires et au plaidoyer politique conjoint de l'ONU Femmes pour des villes sûres, la stratégie régionale de développement socio-économique de la région de Luhansk comprend désormais des mesures spécifiques sur les villes sûres. C'est la première fois que ces mesures sont incluses dans une politique socio-économique régionale dans le pays.

## ÉVALUATION INSTITUTIONNELLE

Une évaluation institutionnel de la coordination et du rôle fédérateur de l'ONU Femmes pour mettre fin à la violence contre les femmes (2021) révèle que l'ONU Femmes travaille avec les agences des Nations Unies et d'autres partenaires pour l'intégration d'une perspective de genre et la réduction des risques associés à la VFF, notamment en travaillant avec des secteurs non traditionnels et dominés par les hommes, tels que l'infrastructure et la planification urbaine et dans le secteur des transports, le secteur des matières premières agricoles (en travaillant avec les femmes propriétaires de petites agricultures) et en établissant des liens avec des initiatives de sécurité plus larges axées sur la criminalité transnationale. Il s'agit de secteurs où ONU Femmes avait une portée très limitée dans le passé, et l'initiative phrase mondiale a contribué à positionner et à appuyer l'adoption d'actions relatives à la sécurité des femmes dans ces secteurs. Par exemple:

- En Égypte, l'autorité des transports du Caire, en partenariat avec ONU Femmes et ONU-HABITAT, a conçu et mis en œuvre le premier système de transit rapide par bus (BRT) sensible au genre dans la région, dans le but de rendre les transports publics plus adaptés aux besoins des femmes et des filles et de réduire l'encombrement et les émissions de CO2.
- - En Colombie, en liaison avec le programme de l'ONUDC sur la sécurité des citoyens, ONU Femmes a travaillé avec le gouvernement local et l'entité des Nations Unies pour aborder les questions de la sécurité des femmes dans les espaces publics et maximiser les synergies potentielles.

L'évaluation note également que l'Initiative mondiale « Des Villes sûres et des espaces publics sûrs » réserve une attention particulière à l'intersectionnalité et à l'inclusion des personnes handicapées dans la programmation, en assurant une représentation inclusive des parties prenantes dans l'objectif de ne laisser personne pour compte.

## EXEMPLES D'ACTIONS ADAPTÉES A LA COVID-19 PAR LES VILLES QUI PARTICIPENT AU PROGRAMME VILLES SÛRES

En **Colombie**, l'approche de villes sûres et sans violence à l'égard des femmes a été intégrée dans les plans de développement local de cinq villes (Bogota, Cali, Medellín, Popayan et Villavicencio) qui participent au PMIP avec des allocations initiales de 1,3 million de dollars US.

Les Maires ont réaffirmé leur commun accord à travailler en partenariat pour « réduire, prévenir et répondre de manière holistique au harcèlement sexuel et aux autres formes de violences contre les femmes dans tous les espaces. » Les Maires ont également fait part de leur volonté à mettre en œuvre une approche sensible au genre dans la planification urbaine et les transports, à faire de la prévention par le biais d'un changement des normes sociales et à renforcer les organisations de défense des droits des femmes, en mettant notamment l'accent sur les femmes et les filles les plus exclues.

En **Bosnie-Herzégovine**, la ville de Banja Luka était en train de mener une étude exploratoire sur le harcèlement sexuel lorsque le confinement a été décrété dans le cadre des mesures liées à la COVID-19. Pour ne pas arrêter la recherche, la méthodologie a été adaptée, en donnant une attention particulière à ce que les principes éthiques et de sécurité de la collecte de données sur la violence contre les femmes continuent à être respectés. Un atelier a été organisé afin de valider les résultats de l'étude exploratoire de les utiliser comme base d'un atelier de co-création qui cherchait à répondre aux recommandations proposées par diverses femmes de la communauté, les services gouvernementaux locaux, les organisations de femmes et d'autres groupes de la société civile.

Au **Chili**, une étude exploratoire a été menée pour mieux comprendre la nature et l'ampleur de la violence sexuelle contre les femmes et les filles dans les espaces publics. Des outils de collecte de données ont été adaptés au mode virtuel pour recueillir les points de vue et l'expertise des organisations de femmes, des groupes de la société civile et d'autres parties prenantes. Une étude documentaire des travaux de recherche et des données quantitatives existant sur le harcèlement sexuel a également été réalisée. Compte tenu de l'utilisation croissante de la technologie à des fins éducatives depuis le début de la pandémie, les partenaires de la ville ont lancé une étude à grande échelle pour mesurer la violence en ligne contre les femmes et les filles.

# ÉLABORER ET METTRE EN ŒUVRE DES LOIS ET DES POLITIQUES

## MANILLE, PHILIPPINES

Dans le cadre des efforts visant à intensifier les efforts pour une ville sûre pour les femmes et les filles aux Philippines, une ordonnance municipale sur la prévention et la réponse au harcèlement sexuel dans les espaces publics a été élaborée et approuvée dans la ville en 2018 par le Bureau du Maire de la ville de Manille, en collaboration avec l'Institut de la politique et de la gouvernance et ONU Femmes. Informés par les résultats de l'étude exploratoire menée à Manille qui a identifié une lacune dans la législation sur le harcèlement sexuel, les partenaires de la ville ont convenu d'examiner la législation et les politiques - y compris l'ordonnance de la ville de Quezon sur le harcèlement sexuel - afin d'éclairer l'élaboration de l'ordonnance de la ville de Manille. L'ordonnance de la ville de Quezon a été la première de ce type à être approuvée aux Philippines en 2015 dans le cadre du programme « Quezon, Ville Sûre pour les femmes et les filles» qui participe à l'initiative mondiale « Des villes sûres et des espaces publics sûrs » d'ONU Femmes. Alors que l'ordonnance de la ville de Quezon a été réalisée par le biais d'un amendement du Code du genre et du développement pour inclure des dispositions sur la sécurité dans les espaces publics, l'ordonnance locale de la ville de Manille est une ordonnance autonome - avec des dispositions spécifiques sur le harcèlement sexuel.

L'ordonnance a été rédigée en un an en collaboration, en mobilisant des expertises juridiques et en matière de genre, et des partenaires du Gouvernement. Elle reconnaît que le harcèlement sexuel est une question d'inégalité entre les sexes et une violation des droits humains, et plaide en faveur de l'égalité de traitement entre les personnes qui le signalent et les contrevenants. D'un point de vue pratique, l'ordonnance identifie des voies de procédure claires, simples et accessibles et prévoit une formation obligatoire.

**« Les villageoises de différents districts se sont présentées au bureau du conseil municipal pour encourager les responsables à mettre cet enjeu à l'ordre du jour. La formation nous a appris à adopter une approche positive. Nous avons expliqué nos préoccupations et l'importance de cette ordonnance pour nous et pour la communauté. Nous avons apporté des fleurs comme symbole du dialogue sur la sécurité, et nous avons été attentivement écoutées et les autorités ont agi. »**

**— FEMME PARTICIPANTE AU PROGRAMME, MANILLE**

*Photo: ONU Femmes*

L'utilisation d'une stratégie de plaidoyer à plusieurs volets a été essentielle pour faire passer l'ordonnance visant à lutter contre le harcèlement sexuel dans la ville de Manille. Le gouvernement local, dont les femmes membres du conseil municipal, les organisations de défense des droits des femmes, le Comité de la ville sur les femmes et des juristes ont participé à ce processus en tant que membres clés représentant les différents secteurs.

Des partenariats stratégiques au niveau national ont également été établis et renforcés avec le système de justice pénale, notamment avec le pouvoir judiciaire et les forces de l'ordre.

Les efforts de plaidoyer menés par la société civile, surtout par les groupes de femmes de la communauté, ont permis de sensibiliser le pouvoir législatif dans les villages sur la question et de renforcer leurs efforts de plaidoyer. Des sessions de formation et de programmes de mentorat offert par ILAW ng Manila, une organisation de défense des droits des femmes, avec le soutien d'ONU Femmes, ont servi à renforcer les compétences de leadership des activistes des droits des femmes.

Les femmes leaders ont mené des consultations dans les quartiers qui servaient à informer les résidentes de leurs droits à vivre sans violence. L'engagement de la communauté a été renforcé par des discussions continues en présentiel et en virtuel. Au total, les efforts de sensibilisation et de défense de la communauté ont touché plus de 22 barangays (divisions administratives) et 226 fonctionnaires de barangays.

## LA VILLE DE GUATEMALA, GUATEMALA

À Guatemala City, une étude de 2017 a révélé que presque toutes les femmes interrogées ont déclaré avoir subi une forme de harcèlement sexuel dans l'espace public au cours de leur vie.  Dans le cadre de l'engagement à construire des solutions et à créer une ville sûre et inclusive pour les femmes et les filles la ville, avec le soutien d'ONU Femmes, a élaboré et approuvé la politique de développement des femmes (2019-2027).

Cette politique s'étend aux différents plans de développement local, elle tire parti des ressources existantes et renforce l'engagement politique pour assurer un changement transformateur dans la vie des femmes et des filles. Elle se concentre sur la participation publique égalitaire, des quartiers vivables et inclusifs, l'autonomisation économique des femmes et le renforcement institutionnel.

Pour garantir la pérennité d'une démarche intégrée de prévention de la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles, la ville a fait de la sécurité des femmes dans les espaces publics une des priorités de son programme. Elle a lancé un plan qui comprend des indicateurs spécifiques pour suivre la réduction du harcèlement et d'autres formes de violences sexuelles contre les femmes et les filles dans les espaces publics.

Un leadership fort, un processus de consultation participatif avec les femmes et d'autres partenaires, et une budgétisation sensible au genre ont contribué à assurer le succès du programme. Compte tenu de ces éléments, la Direction municipale des femmes a obtenu l'autorisation d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques municipales qui serviraient de base à toute politique, tout plan, tout programme ou tout projet municipal concernant la condition des femmes.

Pour la première fois, la ville a élaboré un plan à long terme pour s'assurer que les avantages des services et des infrastructures municipales sont répartis entre la population, ce qui contribue à la réalisation de l'égalité des sexes et à la lutte contre les formes multiples et croisées d'oppression des femmes.

## COLOMBIE

ONU Femmes a organisé le colloque Villes sûres et universités contre la violence et le harcèlement sexuel (Bogota, le 19 et 20 septembre 2019), avec la participation de plus de 140 personnes. Des partenaires des cinq villes qui participent au programme Villes sûres et espaces publics sûrs dans le pays (Popoyan, Bogota, Medellín, Cali et Villavicencio) ont également participé. De plus, 12 universités invitées d'autres pays dans la région, notamment du Chili et du Mexique, ont présenté leurs bonnes pratiques pour prévenir et lutter contre le harcèlement sexuel en milieu universitaire.

À l'issue de l'événement, 20 universités colombiennes ont accepté d'introduire des politiques institutionnelles pour lutter contre cet enjeu. En partenariat avec le Ministère de l'éducation nationale, 107 protocoles visant à prévenir et à répondre aux cas de violence sexuelle dans les établissements d'enseignement supérieur ont été analysés, ce qui a permis de formuler des recommandations pour créer et mettre en œuvre des politiques institutionnelles visant à prévenir le harcèlement dans les universités, en s'inspirant de la note d'orientation d'ONU Femmes sur la prévention et la réponse à la violence sur les campus.

## MONTERREY, MEXIQUE

Des groupes de femmes et d'autres organisations de la société civile (OSC) ont été soutenues pour participer de diverses manières aux initiatives liées au programme Villes sûres et espaces publics sûrs de Monterrey. Trente organisations ont reçu une formation sur le plaidoyer politique et sur comment assurer le suivi des initiatives de prévention de la violence. Les capacités des membres des organisations ont été renforcées sur les cadres juridiques, le suivi, les techniques de plaidoyer et les outils d'évaluation.

*Photo: ONU Femmes*

Après la formation, les membres des organisations ont pu mettre en pratique les connaissances et les compétences ainsi acquises dans l'évaluation de la mise en œuvre des politiques existantes visant à lutter contre la violence envers les femmes et les filles au niveau local. Les membres des différentes OSC ont élaboré un plan de plaidoyer commun et ont constitué une coalition stratégique qui s'attaque aux multiples formes interdépendantes de discrimination dans les espaces privés et publics.

En février 2020, *le Mexico Safe Cities for Women and Girls Citizen Monitoring Guide* (Guide de suivi citoyen produit dans le cadre du programme Mexico Ville sûres et les espaces publics sûrs) a été développé pour aider les gouvernements locaux à consolider les partenariats afin de prévenir et de répondre au harcèlement sexuel dans les espaces publics, et de garantir que la démarche intégrée sur les villes et les espaces publics sûrs puisse être perdurer dans le temps.

## TORREON, MEXIQUE

Dans le cadre du programme Torreon Ville sûre et espaces publics sûrs pour les femmes et les filles, un groupe d'avocates et d'avocats ayant de l'expérience dans le domaine des droits humains et de la prévention de la violence faite aux femmes a analysé les ordonnances municipales relatives à la sécurité des transports publics. Cette analyse a permis de formuler une série de recommandations en matière de prévention, de réponse et de sanctions contre la violence sexuelle.

Les conseillers locaux, les différents services municipaux, y compris les autorités chargées des transports, ont ensuite travaillé avec des organisations de défense des droits des femmes et d'autres organisations de la société civile pour identifier les changements nécessaires dans les réglementations sur la mobilité afin de lutter contre le harcèlement sexuel. Cette réglementation est devenue obligatoire et des messages publics ont été émis par les autorités locales. La réglementation pour les autorités de transport et les passagers comprend :

- des messages de prévention sur la violence à l'égard des femmes
- de l'information sur les lieux où c'est possible de signaler un cas de harcèlement sexuel
- une formation obligatoire sur la violence envers les femmes pour tout le personnel des transports publics

## EXEMPLES D'ACTIONS ADAPTÉES A LA COVID-19 PAR LES VILLES QUI PARTICIPENT AU PROGRAMME VILLES SÛRES

En **Belgique**, la ville de Bruxelles, en partenariat avec l'organisation Garance, organise une formation à l'intention des forces de police pour améliorer leur compréhension de la nature et de l'ampleur du harcèlement sexuel dans les espaces publics et de leur fournir les connaissances et les compétences nécessaires pour réagir efficacement.

Au **Royaume-Uni**, le Maire de Londres a établi un partenariat avec des organismes bénévoles de première ligne pour aider les personnes fuyant la violence lors du premier confinement. Un réseau d'espaces d'hébergement a été mis en place dans toute la ville, avec un soutien global comprenant des conseils et un soutien visant à orienter des survivantes/victimes et leurs enfants vers un logement plus permanent. La ville a également distribué des fonds indispensables à des organisations pour leur permettre d'adapter leurs services afin de fournir un soutien à distance aux femmes.

En **Égypte**, une augmentation du nombre de signalements à la ligne d'assistance téléphonique gérée par le Bureau des plaintes des femmes a entraîné la mise en place d'une modalité WhatsApp spécialisée ainsi que la formation d'une « équipe d'intervention d'urgence » pour faciliter l'orientation rapide et efficace vers un soutien, y compris la négociation d'accords avec le patronat. Dans les zones mal desservies d'Alexandrie et de Damiette, les femmes économiquement défavorisées ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences et d'une formation, ainsi que de l'information sur les mesures préventives de la COVID-19. Des informations similaires ont été fournies aux refuges pour femmes par le biais de diverses plateformes gouvernementales et diffusées par la télévision nationale. En collaboration avec le Ministère de la Solidarité sociale, quatre refuges ont été réaménagés pour garantir une approche centrée sur les survivantes et adaptée au contexte de la COVID-19.

En **Éthiopie**, la ville d'Addis-Abeba, en partenariat avec l'Association pour le sanctuaire et le développement des femmes et le Réseau éthiopien des refuges pour femmes, des ajustements ont été effectués pour garantir la disponibilité de logements sûrs. Au cours de cette période, le premier refuge transitoire offrant des services de soutien complets a également ouvert ses portes.

Dans le cadre de leur réponse à la COVID-19, certaines villes, dont New York, **aux États-Unis et La Paz**, en **Bolivie**, offrent des services de transport gratuits et sûrs au personnel de santé, dont la majorité sont des femmes.

# INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ET LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE DES ESPACES PUBLICS

## RABAT, MAROC

Le Maroc continue de connaître une forte urbanisation qui s'est accompagnée de niveaux élevés de harcèlement sexuel et d'autres formes de violence sexuelle contre les femmes et les filles dans les espaces publics. En 2011, une étude nationale a révélé qu'environ 63% des femmes marocaines avaient été confrontées à au moins une forme de violence - dont 33% dans des espaces publics.

La ville de Rabat a commencé à participer à l'initiative mondiale phare en 2015 et à développer une approche holistique pour prévenir et répondre au harcèlement sexuel dans les espaces publics. L'un des principaux domaines d'action identifiés lors du processus d'élaboration participative du programme consistait à renforcer les capacités des gouvernements locaux et des organisations de défense des droits des femmes à mettre en œuvre une planification urbaine sensible au genre.

En 2016, les premiers audits de sécurité des femmes ont été mis en œuvre au Maroc et ont été conduits par l'Institut marocain pour le développement local (IMADEL), avec l'appui de l'ONU Femmes. Ces audits ont été menés de nouveau en 2017, par quatre autres organisations de la société civile (OSC). Chaque OSC a présenté la méthodologie et les recommandations formulées par les femmes de terrain au cours du processus d'audit aux représentantes et aux représentants des autorités locales et nationales.

Informé de la mise en œuvre des audits de sécurité des femmes au niveau local, le Ministère marocain de l'Habitat s'est engagé à intégrer la perspective de genre dans toutes les initiatives de développement urbain du pays. En 2020, le Ministère a élaboré et publié des orientations nationales sur la planification sensible au genre selon une approche intersectionnelle pour garantir un accès sûr aux espaces publics urbains pour toutes les femmes marocaines.

Les recommandations pratiques du guide peuvent être mises en œuvre dans plusieurs espaces publics (par exemple, les rues, les parcs, les marchés, etc.).

Il s'agit notamment de prévoir une signalisation claire, d'améliorer la visibilité, de concevoir des toilettes dans une perspective de genre et climato-intelligentes, d'assurer un accès sûr aux sources d'eau et à des espaces d'usage mixte, notamment en termes de genre et d'âge, et d'installer des bancs et des aires de repos. Une stratégie de sensibilisation et de formation à la planification sensible au genre a été élaborée, et le Ministère de l'Habitat a prévu une série de sessions de formation sur les avantages à mettre en œuvre une approche de la planification qui tient compte des besoins des femmes et des hommes, et qui intègre la sécurité des femmes et des filles.

## EL ALTO, BOLIVIE

El Alto est la deuxième plus grande ville de Bolivie, l'un des centres urbains à la croissance la plus rapide, où 78% de la population s'identifie comme Aymara. La ville a un taux de migration élevé et ses activités sont menées à travers des réseaux qui relient des environnements ruraux et urbains.

L'initiative « El Alto, Ville Sûre et Espaces Publics Sûrs pour les femmes et les filles » a été lancée en 2018 avec le soutien de l'Agence Espagnole pour le Développement International et la Coopération (AECID) et de l'ONU Femmes. En 2019, une étude exploratoire a été menée pour mieux comprendre la nature du harcèlement sexuel dans les espaces publics. Elle a identifié les rues, les bars et les transports publics comme des espaces où le harcèlement sexuel est plus susceptible de se produire.

Pendant deux mois, des femmes Aymara ont analysé leurs expériences quotidiennes en matière d'usage des espaces publics de leur quartier. À l'aide d'une carte, elles ont localisé les zones de transit fréquemment utilisées et identifié les éléments de l'environnement physique et social qui les faisaient se sentir en insécurité. Lors de la conception du programme, une approche intersectionnelle a été privilégiée, afin de garantir que les expériences vécues par les femmes migrantes soient

**« Nous voulons que les communautés locales puissent façonner les politiques publiques municipales. Les femmes ont également besoin de lieux pour s'organiser et exiger le changement. Les ONG, et autres groupes de la société civile peuvent les aider à développer les outils de plaidoyer, mais ce sont les femmes, dans toute leur diversité, qui doivent prendre les décisions. »**

**— ENTRETIEN, LEADER AYMARA**

*Photo: ONU Femmes*

au centre de la planification. De ces séances de retour d'expériences, deux priorités initiales ont été mises en évidence : améliorer la signalisation et faire en sorte que les femmes soient des usagères actives des espaces publics.

Les femmes Aymara ont recommandé la création d'une signalisation plus intuitive, visuelle et multilingue. ONU Femmes travaille avec elles et d'autres partenaires pour répondre à cette recommandation. Toujours en 2019, un programme de football féminin pour les filles, les adolescentes et les femmes adultes a été développé à la demande locale des femmes, ce qui a contribué à changer la perception publique du football comme une activité réservée exclusivement aux les hommes.

## PORT MORESBY, PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

L'initiative « Port Moresby, une Ville Sûre et des Espaces Publics Sûrs » a été lancée en 2011 parmi les programmes fondateurs de l'initiative mondiale « Des Villes Sûrs et des Espaces Publics Sûrs ». Une étude exploratoire menée par ONU Femmes en 2014 a révélé que plus de 90 % des femmes et des filles ont subi au moins une forme de violence lorsqu'elles utilisent les transports publics, notamment à l'intérieur des bus, en attendant aux arrêts de bus, en marchant vers et depuis les arrêts de bus, ou à l'intérieur des taxis. Pour lutter contre le harcèlement sexuel dans les transports publics, l'autorité locale de Port Moresby, la Commission du District de la Capitale Nationale (NCDC), travaille en collaboration avec le Ministère des Transports, ONU Femmes et d'autres partenaires depuis 2015 pour soutenir une offre de transport public sûr, fiable et abordable pour les femmes et les filles.

Afin d'assurer la sécurité des femmes et des filles, une mesure spéciale temporaire - des bus réservés aux femmes - a été lancée à Port Moresby,

sous le nom de Meri Seif Buses (MSB) afin d'améliorer l'accès sécurisé des femmes et des jeunes à l'emploi, et des enfants à l'éducation. En 2017, le service MSB a mis en place pour la premières fois dans la ville des horaires de bus, dans l'objectif de réduire les temps d'attente, ainsi que le risque de harcèlement sexuel contre les femmes et les filles aux arrêts de bus. Ayant accès à ces informations, les femmes qui font la navette sont en mesure de prendre des décisions sur les meilleures modalités de déplacement et de planifier leurs différents trajets à travers la ville. Ceci est particulièrement important pour les femmes qui doivent planifier leurs activités quotidiennes déterminées par le triple rôle qui leur est socialement attribué : rôles productifs, reproductifs et de gestion de la communauté

Selon l'évaluation de la composante « transport sûr » de l'initiative « Port Moresby, Ville Sûre avec les femmes et les filles », entre 2015 et 2017, ce service a augmenté le sentiment de sécurité, de liberté et de mobilité des femmes qui font la navette dans la ville. Bien qu'il s'agisse d'une mesure spéciale temporaire pour faire face aux occurrences quotidiennes de harcèlement sexuel et d'autres formes de violence contre les femmes dans et autour des bus publics et des arrêts de bus de la ville, de nombreuses femmes et filles qui ont utilisé le MSB ont déclaré se sentir plus en sécurité lors de leurs déplacements.

La même année, un programme de formation pour les femmes conductrices a été mis en place en collaboration avec la Fondation Ginigoada et ONU Femmes. Dans le cadre d'une approche intégrée « Des Villes Sures », une formation gratuite de six mois a été mise en place pour augmenter la participation de conductrices de bus, ce qui a également contribué à accroître le sentiment de sécurité des usagères, tout en offrant davantage d'opportunités d'emploi aux femmes dans le secteur des transports.

Le MSB a également créé un espace sûr pour que les femmes et les filles puissent discuter et mieux connaître leurs droits. Une équipe de jeunes volontaires participant à la campagne « Ville Sûre » pour le changement de comportement (Sanap Wantaim) a organisé des séances de sensibilisation hebdomadaires dans tous les MSB. Au cours de ces séances, les femmes et les filles reçoivent des informations sur l'égalité des sexes, sur la violence contre les femmes et sur ce qu'elles peuvent faire lorsqu'elles sont dans des situations où elles risquent d'être confrontées à la violence, ou d'en être témoins. Souvent, les femmes qui font la navette montent à bord du MSB avec leurs jeunes fils qui ont ainsi également accès aux informations fournies et qui prennent part à des discussions sur les normes équitables en matière de genre. En 2017, un total de 4 765 femmes et filles faisant la navette a eu accès à des informations utiles sur où et comment accéder aux services essentiels.

Le Ministère des Transports, l'autorité de la circulation routière, le NCDC et ONU Femmes ont développé un plan de mobilité à long terme à l'échelle de la ville, incluant les besoins spécifiques des femmes en matière de mobilité et de sécurité. Une étude sur le genre et le transport a été menée, incluant des données quantitatives et qualitatives, des entretiens avec des personnes-clés et des consultations participatives afin d'identifier et de répondre aux besoins de mobilité sure des femmes dans la ville.

## LE CAIRE, ÉGYPTE

Le Caire est l'une des villes fondatrices de l'initiative mondiale « Villes Sûres et Espaces Publics Sûrs ». Depuis 2011, plusieurs interventions ont été mises en œuvre pour garantir une ville plus sure et plus viable pour toutes les femmes et les filles. Deux des composantes urbaines du programme « Le Caire, Ville Sûre » et qui mettent en œuvre une approche sensible au genre sont : des environnements scolaires et des marchés surs.

Les autorités locales et les groupes communautaires ont priorisé les besoins de sécurité des jeunes filles et des femmes des quartiers sélectionnés par le programme (quartiers d'Imbaba et d'Ezbet El Hagganah à Giza et au Caire).

Des modifications physiques de l'environnement bâti, définies par les femmes et les filles de terrain, ont été mises en place pour améliorer leur sentiment de sécurité. La nouvelle conception a clairement séparé les différentes fonctions de la zone en créant un espace piétons récréatif et une autre zone, fonctionnelle, pour les véhicules. La nouvelle conception de l'environnement scolaire aux abords des écoles comprend l'élargissement de la zone récréative à l'extérieur de l'école et favorise, à travers l'infrastructure physique, l'utilisation mixte de l'espace. La conception a pris en compte le sexe et l'âge, et le respect de l'environnement, parmi de nombreux autres facteurs, dans le cadre d'une approche intégrée visant à accroître le sentiment de sécurité des filles et des garçons. Des activités économiques ont également été promues dans cet espace afin de mettre en place une surveillance informelle et conviviale. Le week-end, cet espace a été adapté pour mettre à disposition des femmes entrepreneuses un espace de présentation et de vente de leurs produits

faits-main dans le but d'accroître leur autonomie économique. Des activités culturelles, dont des pièces de théâtre et des spectacles musicaux, ont également été encouragées pour favoriser l'utilisation continue de l'espace à différentes heures et différents jours de la semaine, augmentant ainsi le sentiment de sécurité dans les rues des écoles à toute heure tout en favorisant.

## EXEMPLES D'ACTIONS ADAPTÉES À LA COVID-19 PAR LES VILLES SÛRES PARTICIPANTES

Au **Japon**, la ville de Sakai a mis en place en 2020 un comité de pilotage composé de responsables de différents départements afin de définir des approches stratégiques et fondées sur des éléments probants pour que la sécurité des femmes soit prise en compte par tous les services du Conseil de la Ville, y compris dans leurs plans de relance post-COVID-19. En octobre 2020, la ville a également présenté, lors d'une consultation liée au programme national de relance du Japon, le concept et les différentes étapes de l'approche « Des Villes Sûres avec les femmes et les filles », développées par suite des retours d'expérience aux niveaux local et mondial.

En **Colombie**, la ville de Bogota a mis en place des "Manzanas del Cuidado" (blocs de soins) afin de réduire le temps de trajet et d'améliorer l'accès des femmes à des services de proximité, notamment des services d'égalité des chances, des terrains de jeux, des centres communautaires et des services pour les personnes en situation de handicap.

Les villes de New York, aux **États-Unis**, et de Winnipeg, au **Canada**, ont mis à la disposition des piétons et des cyclistes davantage d'espace en fermant des rues à la circulation, afin que les distances de sécurité puissent être respectées, et de leur offrir une mobilité sûre, une meilleure santé et un bien-être amélioré.

## CALI, COLOMBIE

En juin 2017, la Sous-secrétaire d'État à l'Égalité des genres de la Municipalité de Santiago de Cali a créé un Comité des Universités pour l'Égalité des Genres. Le Comité, qui comprend 20 membres, vise à intégrer l'approche genre dans toutes les politiques et tous les services fournis par les établissements d'enseignement supérieur, en mettant notamment l'accent sur la prévention du harcèlement sexuel et des autres formes de violence contre les femmes et les filles sur les campus universitaires.

- Une **chaire sur l'égalité des genres** a été créée pour comprendre et analyser les pratiques discriminatoires et les écarts en matière d'égalité des genres au sein des Universités, y compris de leurs structures de gouvernance, leurs politiques, leurs systèmes et leurs services. Les besoins et les expériences des jeunes femmes sont au cœur de cette analyse qui vise à identifier les pratiques discriminatoires et les obstacles à un accès égal aux services et aux aides, afin de développer des solutions ciblées. Les différents défis à relever incluent des taux élevés de harcèlement sexuel et des autres formes de violence sexuelle contre les femmes, qui sont largement perpétrés par des hommes, étudiants et professeurs contre des étudiantes, une faible représentation d'étudiantes dans les domaines traditionnellement masculins tels que l'informatique, et très peu de femmes aux postes de décision.
- **Les dialogues thématiques.** Dès le départ, chaque Université a mis en œuvre son propre plan de travail, appuyée par le Secrétariat d'État aux Femmes qui les accompagnait à travers des activités de renforcement des capacités. Des sessions de formation ont été adaptées à divers publics, dont le corps professoral, le personnel administratif et opérationnel et les étudiantes et les étudiants, sur les principaux cadres juridiques tels que la loi 1257 (2008) 46, la violence contre les femmes et les masculinités positives.

Depuis 2019, cette méthodologie a été appliquée au sein de groupes de travail thématiques, dans l'objectif d'optimiser les efforts selon les besoins de chaque groupe en matière de renforcement de capacités et selon leurs progrès respectifs vers l'atteinte de l'égalité des sexes. La participation aux sessions de dialogue thématique passe par une sélection parmi les membres du corps enseignant, du personnel et de la représentation des étudiantes et des étudiants sur la base de leurs capacités à adapter les connaissances et les leçons apprises, et de leur pouvoir de décision pour pouvoir encourager le changement institutionnel.

- Un **forum universitaire** est organisé chaque année sous un thème spécifique afin de toucher davantage d'étudiantes, d'étudiants et de membres du personnel et d'échanger en personne des connaissances et des leçons apprises. Le premier forum, qui s'est tenu en 2019, était dédié aux protocoles de réponse à la violence contre les femmes dans les universités, et les participantes et participants aux panels et aux tables rondes ont discuté des méthodologies et partagé les meilleures pratiques.

Au total, par l'intermédiaire du Comité des Universités sur l'Egalité des Sexes et après deux ans de mise en œuvre, plus de 250 étudiantes et étudiants et 50 membres du personnel ont amélioré leurs connaissances portant sur l'égalité des sexes et sur les réponses à harcèlement sexuelle et aux autres formes de violence sexuelle contre les femmes dans les universités.

## MEDELLIN, COLOMBIE

Medellin a été la première ville de Colombie à prendre part à l'initiative mondiale « Villes sûres et des espaces publics sûrs ». Le Secrétariat aux Femmes de Medellin, en collaboration avec le centre d'innovation et d'entreprenariat Ruta-N et d'autres partenaires communautaires, déploie des stratégies visant à prévenir la violence sexuelle dans les espaces publics.

Guidé par plusieurs groupes d'enseignantes et d'enseignants qui ont formé un réseau d'écoles, un projet a été lancé pour sensibiliser les élèves aux causes et aux conséquences du harcèlement sexuel et des autres formes de violence contre les femmes et les filles, et aux moyens de les prévenir. Les enseignantes et les enseignants ont élaboré un curriculum qui intègre les droits humains et l'égalité des sexes, et ont organisé cinq sessions au cours de l'année scolaire avec des élèves de 10 à 12 ans.

D'autres stratégies de communication ont également été déployées dans divers espaces publics de la ville. Ces stratégies incluent :

- La projection de vidéos dans 40 bus publics (plus de 249 fois) sur les effets négatifs du harcèlement sexuel. Ces vidéos ont touché plus de 1 500 usagères et usagers.
- Le recours au théâtre et à la technique du « théâtre invisible » pour sensibiliser la communauté, mais aussi les femmes et les hommes des secteurs éducatifs non traditionnels.
- La mise en œuvre d'un « jeu des émotions » comme stratégie participative qui permet au public de s'identifier et de décrire ses émotions dans un espace sûr.

*Photo: ONU Femmes*

## MAPUTO, MOZAMBIQUE

En 2016, et dans le cadre de l'initiative mondiale, la ville de Maputo a lancé son propre programme « Ville Sûre et Espaces Publics Sûrs pour les Femmes et les Filles ». L'étude exploratoire a révélé que de nombreuses filles avaient subi au moins une forme de violence dans les espaces publics. La ville a adopté prioritairement une stratégie visant le changement des normes sociales et mise en œuvre dans quatre écoles dans l'objectif de promouvoir les droits des femmes et des filles à utiliser des espaces publics exempts de harcèlement sexuel.

Les interventions de prévention ont touché plus de 3000 filles et 1000 garçons, dont beaucoup de jeunes activistes. Le programme s'est articulé autour de deux actions principales : les compétences en matière de leadership pour les filles, et les mécanismes de plainte adaptés aux jeunes.

Deux groupes distincts sont créés, l'un avec les garçons et l'autre avec les filles, pour pouvoir débattre de manière indépendante des questions relatives à l'égalité des sexes, à la violence fondée sur le genre, aux normes sociales, au pouvoir, au harcèlement sexuel et à l'insécurité liée aux infrastructures. Les deux groupes se réunissent ensuite pour partager leurs réflexions sur la manière de créer des environnements plus sûrs. Les élèves ont utilisé leur voix, notamment à travers l'art et les médias sociaux, pour amplifier leurs messages et leur participation à la vie publique - y compris à l'élaboration de politiques sensibles au genre.

Des boîtes à suggestions ont été installées dans les écoles sélectionnées, dans lesquelles les élèves et le corps enseignant peuvent signaler leurs plaintes de manière anonyme, plaintes qui sont ensuite transmises aux autorités compétentes. Les jeunes activistes ont également exploré

la méthodologie Photovoice comme mécanisme leur permettant de transmettre des opinions. Il s'agit d'un processus qui combine photographie et action sociale. Cet outil permet de prendre des photos de sites perçus comme moins sûres, et de présentent des recommandations à la communauté et aux autorités gouvernementales.

Ce mécanisme de plainte a permis aux jeunes de faire modifier l'emplacement des toilettes, car elles ne garantissaient ni l'intimité ni la sécurité des filles. D'autre part, une école abandonnée a également été identifiée dans une zone à risque et a été présentée au Ministère de l'Éducation. Le personnel du Ministère et les jeunes ont visité le site pour évaluer la situation et formuler des recommandations.

En outre, des formations ont été régulièrement dispensées à 32 membres du corps enseignant et de direction des écoles, à 142 membres des conseils des écoles, à 123 leaders communautaires (87 femmes et 36 hommes), à 426 élèves (217 filles et 219 garçons) et à 40 magistrates et magistrats. Ces groupes participent désormais à un nouveau réseau multisectoriel créé en 2019 réunissant plus de 700 championnes et champions plaidant pour l'égalité des sexes.

## KENYA

A Kericho, au Kenya, ONU Femmes a travaillé en partenariat avec le programme Unilever pour la sécurité des femmes, des filles et des garçons qui vise à sensibiliser au harcèlement sexuel dans les espaces publics et sur le lieu de travail. Traditionnellement, dans la plupart des communautés du Kenya, les hommes se réunissent autour d'un repas de chèvre et discutent alors des rites de passage de leurs enfants, ou encore se rassemblent lors des mariages et autres occasions. Saisir l'opportunité d'une réunion où les hommes se rassemblent et discutent des problèmes de la communauté est une stratégie efficace pour introduire des conversations sensibles.

Ces dialogues s'adressent à des hommes d'âges et de statuts sociaux différents au sein de la communauté, notamment des agriculteurs, des commerçants, des administrateurs provinciaux, des chefs religieux et culturels (Kipkas). Avec l'aide d'un formateur, les hommes sont accompagnés pour mener une auto-réflexion sur eux-mêmes. C'est également pour eux l'occasion de discuter avec des experts des lois et politiques en vigueur qui visent à éliminer le harcèlement sexuel et la violence fondée sur le genre au Kenya. Ils réfléchissent à la manière dont ils peuvent jouer un rôle actif dans le changement des pratiques culturelles conservatrices et élaborent un plan d'action pour leur communauté, qui propose notamment des méthodes pour atteindre leurs pairs et les autres jeunes hommes du village.

*Photo: ONU Femmes*

L'initiative a également impliqué des hommes et des garçons plus jeunes à travers l'utilisation des techniques de création de fresques murales. Le Centre pour l'Education et la Sensibilisation aux Droits (CREAW) a accompagné la peinture, par la communauté, de deux fresques, l'une sur le mur d'une entreprise à Kapsuser, à Kericho, et l'autre sur le centre d'affaires de Mogogosiet, dans le comté de Bomet.

Un processus participatif a été soigneusement mis en œuvre pour que les membres de la communauté, dont principalement des femmes et des enfants, puissent ainsi dépeindre le harcèlement sexuel sous différentes formes, et les autres formes de violence basée sur le genre, les services holistiques de soins essentiels que les survivantes de violence devraient recevoir, et les moyens de contacter les institutions pour obtenir un accompagnement, notamment la police, l'hôpital, les services juridiques et psychosociaux.`

Tout au long du processus de conception de la fresque, des discussions sont organisées avec la communauté sur les images et les messages qui sont représentés par la fresque. Les images décrivent des informations sur la manière de traiter les cas de viol et de violence domestique, pour permettre aux survivantes d'être accompagnées dans leur accès à l'ensemble des services de la justice. En plaçant les fresques dans un espace ouvert où les gens sont toujours en mouvement, on rappelle quotidiennement aux membres de la communauté ce qu'il convient de faire et de ne pas faire dans la réponse et la prévention de la violence fondée sur le genre.

Ce projet d'art communautaire a également recours à une approche centrée sur l'enfant et place les enfants au centre de l'élaboration de messages dans les peintures murales afin de sensibiliser les autres enfants aux abus dont elles et ils sont victimes et de les aider à mieux savoir comment détecter, signaler et prévenir le harcèlement sexuel et toutes les formes de violence contre les enfants.

**« Nous sommes désormais en mesure de questionner et de dénoncer certaines pratiques culturelles néfastes, telles que le harcèlement sexuel et la violence fondée sur le genre, qui ont longtemps empêché les femmes de réaliser pleinement leur potentiel. »**

**— HOMME AGENT DU CHANGEMENT, KERICHO**

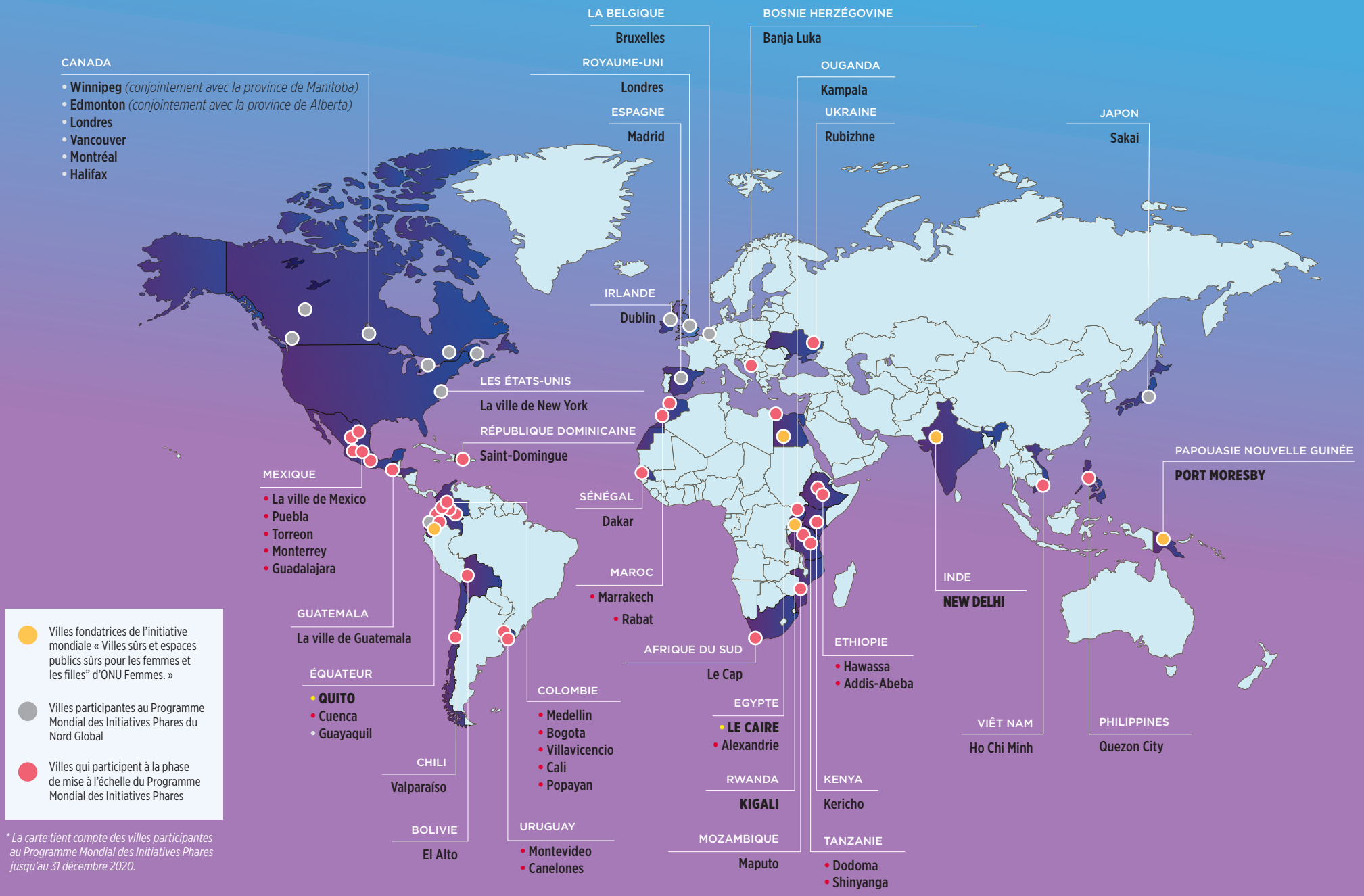
## EXEMPLES D'ACTIONS ADAPTÉES À LA COVID-19 PAR LES VILLES SÛRES PARTICIPANTES

À Guadalajara, au **Mexique**, en partenariat avec l'Université de Guadalajara et des représentantes et représentants de groupes de peuples indigènes, une campagne communautaire a été élaborée, et a utilisé la radio comme principal support, pour sensibiliser à la COVID-19 et à la violence contre les femmes. Les messages de la campagne ont été diffusés en cinq langues et ont été élaborés selon une approche interculturelle et fondée sur les droits humains.

En **Bolivie**, la ville d'El Alto a réuni des représentantes et des représentants des conseils de quartier et des commissions scolaires pour sensibiliser le public à la COVID-19, et ce notamment via une plateforme médiatique numérique adaptée pour fournir des informations, des conseils et des soins aux survivantes/victimes de harcèlement sexuel et d'autres formes de violence contre les femmes et à la COVID-19. L'initiative sera accompagnée d'une stratégie de communication visant à prévenir le cyber harcèlement et la violence sexuelle perpétrée à travers les TIC. La ville a également développé du matériel de communication et une initiative d' « écoute active en ligne » en partenariat avec l'organisation de défense des droits des femmes Kullakita et la plateforme #TeAyudamos. L'initiative vise à fournir aux survivantes de cyber harcèlement sexuel et d'autres formes de violence en ligne des soins, des conseils, des orientations pour le signalement, et des informations sur la COVID-19.

La ville de Valparaiso, au **Chili**, encourage les témoins qui se trouvent aux alentours de bâtiments vides à intervenir pour prévenir la violence contre les femmes dans les espaces publics pendant la COVID-19, en collaboration avec la Mairie et l'ONU Femmes.

# L'INITIATIVE MONDIALE "VILLES SURS ET ESPACES PUBLICS SURES POUR LES FEMMES ET LES FILLES" : VILLES CHAMPIONNES *




*La carte tient compte des villes participantes au Programme Mondial des Initiatives Phares jusqu'au 31 décembre 2020.*

# COMMUNAUTÉ MONDIALE DE PRATIQUE POUR DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS

ONU Femmes est un partenaire technique important dans les programmes menés par les villes, et anime une communauté de pratique mondiale pour l'initiative mondiale phare. Au niveau mondial, un ensemble de notes d'orientation et d'autres outils sont produits et peuvent être adaptés aux différents contexte pour appuyer l'action politique et programmatique. En collaboration avec ses partenaires dans les villes, ONU Femmes co-organise également des webinaires et des sessions de plaidoyer politique à l'échelle mondiale et organise tous les deux ans un forum mondial des leaders réunissant plusieurs parties prenantes afin de promouvoir les échanges et de faire progresser les connaissances sur les développements récents et les pratiques des initiatives « Des villes sûres et des espaces publics sûrs avec les femmes et les filles. »

Le rôle important que joue la communauté mondiale de pratique en soutien aux équipes des villes qui participent à l'initiative mondiale phare a également été souligné dans l'évaluation organisationnelle « Évaluation de l'efficacité et de l'efficience de l'initiative mondiale phare de l'ONU Femmes et des priorités thématiques du plan stratégique 2018-2021 » (voir pages 33, 52-53 du rapport).

## UN LEADERSHIP RÉFLÉCHI ET UN RECUEIL GLOBAL D'OUTILS

De 2017 à 2020, au niveau mondial, ONU Femmes a étoffé le recueil global d'outils mis à la disposition de la communauté de pratique, à travers plus de 10 produits de connaissance, dont des orientations mondiales, des recueils de pratiques et des notes d'orientation. Plus récemment, trois notes d'orientation relatives à la COVID-19 et aux « Villes sûres » ont été lancées et présentent comment la programmation a été adaptée dans plus de 15 pays pour prévenir et répondre aux violences sexuelles dans les espaces publics pendant la pandémie.

- Garantir des Villes Sûres et des Espaces Publics Sûrs pour les Femmes et les Filles pendant la COVID-19 (en anglais)
- Note sur la COVID-19, Recommandations pour l'action : Des Villes Sûres et des Espaces Publics Sûrs pour les Femmes et les Filles (en anglais)
- Garantir d'un Transport Sûr avec et pour les Femmes et les Filles pendant la COVID-19 (en anglais)

## WEBINAIRES ET SESSIONS DE PLAIDOYER POLITIQUE AU NIVEAU MONDIAL

De 2017 à 2020, la section mondiale « Mettre fin à la violence contre les femmes » de l'ONU Femmes a organisé avec ses partenaires plus de 25 webinaires et autres sessions de plaidoyer politique en appui aux multiples parties prenantes de l'initiative phare mondiale. En voici quelques exemples : 1) Comment adapter les programmes « Des Villes Sûres » aux différentes phases de la pandémie de la COVID-19 (comme le Thinkathon pour des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles après la COVID-19, ainsi que des échanges Nord-Sud sur les opportunités et les défis pour la sécurité des femmes dans les espaces publics pendant la pandémie), 2) La cyber-violence en ligne, 3) Les outils sensibles au genre et la sécurité sur les campus, 4) Les interventions en milieu scolaire pour lutter contre le harcèlement sexuel dans les espaces publics, et 5) Les stratégies pour faire face aux réactions d'opposition au mouvement pour la sécurité des femmes, etc.

## FORUM MONDIAL DES LEADERS DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS POUR LES FEMMES ET LES FILLES

Depuis le lancement de l'initiative phare mondiale en 2011, ONU Femmes organise tous les deux ans le Forum des Leaders Mondiaux pour les villes qui participent au programme phare.

En partenariat avec la ville **d'Edmonton**, au **Canada**, ONU Femmes a co-organisé le quatrième Forum mondial des leaders des villes sûres et des espaces publics sûrs du 16 au 19 octobre 2018 à Edmonton sur le thème « Leadership et partenariats catalytiques : Réussir des programmes intégrés de villes sûres et d'espaces publics sûrs avec et pour toutes les femmes et les filles. » Des échanges Sud-Sud et Nord-Sud y ont également été organisés sur deux sous-thèmes sélectionnés par les partenaires du programme « Des Villes Sûres » : la mise en œuvre en pratique de l'intersectionnalité dans les programmes « Des Villes Sûres », et la mise en œuvre d'approches holistiques pour des transports sûrs avec les femmes et les filles. Dans le cadre du Forum, s'est tenue la deuxième réunion mondiale des Maires pour l'égalité des sexes, au cours de laquelle les gouvernements se sont engagés à prendre des mesures politiques et programmatiques en faveur de l'égalité des sexes, ainsi que des approches pour des villes sûres.

En partenariat avec le gouvernement local de **Rabat**, au **Maroc**, ONU Femmes a co-organisé le cinquième Forum mondial des leaders des villes sûres et des espaces publics sûrs du 26 au 28 février 2020 à Rabat sur le thème « Action intégrée et adaptation à échelle locale et mondiale des initiatives pour des villes sûres et des espaces publics sûrs et offrant les conditions d'autonomisation des femmes et des filles ». Des échanges internationaux ont été menés sur deux sous-thèmes sélectionnés par les partenaires du programme : accélérer la mise en œuvre de la plateforme d'action de Pékin et de la Génération Égalité : portage et actions au niveau local ; et Examen du rôle des différents secteurs dans les partenariats multisectoriels pour des villes sûres et des espaces publics sûrs.

Dans le cadre du cinquième Forum des leaders, la ville de Rabat a co-organisé avec ONU Femmes la troisième réunion mondiale des Maires pour l'égalité des sexes, au cours de laquelle un engagement mondial à l'action a été lancé et adopté par 30 gouvernements locaux.

Ces deux événements ont rassemblé plus de 400 leaders, expertes et experts de plus de 25 pays, dont des organisations de femmes de terrain, des jeunes activistes et des autorités nationales et locales, des institutions de recherche partenaires, des médias, du secteur privé et des réseaux mondiaux spécialisés dans la sécurité des femmes. Les bonnes pratiques, les enseignements majeurs tirés des sessions et les principales recommandations adressées aux villes partenaires de l'initiative mondiale, ainsi que les résultats d'évaluation, sont disponibles dans les Actes complets des Forums mondiaux.

- Actes du Forum : Quatrième Forum mondial des leaders des villes sûres et des espaces publics sûrs (en anglais)
- Actes du Forum : Cinquième Forum mondial des leaders des villes sûres et des espaces publics sûrs (en anglais)

# PARTENAIRES DONATEURS DE L'INITIATIVE MONDIALE POUR DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS POUR LES FEMMES ET LES FILLES

ONU Femmes, avec le soutien des partenaires donateurs, a aidé plus de 39 villes du Sud à créer un environnement propice pour que les femmes et les filles puissent profiter d'espaces publics sans violence grâce à l'initiative mondiale « Des Villes Sûres et Des Espaces Publics Sûrs pour les femmes et les filles ». Au cours de la période 2017-2020, un total de 11 millions de dollars américains a été mobilisé pour soutenir l'initiative mondiale. L'AECID, les Pays-Bas et l'USAID ont été les principaux contributeurs.

## PARTENAIRES DONATEURS

Partenaire fondateur et donateur de l'initiative phare mondiale : AECID (Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement).

Les gouvernements de la République de Corée, du Japon, de la Suède, le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce du Gouvernement australien (DFAT), les Pays-Bas, l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), le Royaume-Uni, le Canada et l'Union Européenne.

La ville de Madrid, en Espagne, et l'État de Puebla, le gouvernement de Nuevo Leon, et les villes de Guadalajara et Mexico, au Mexique, appuient les interventions mises en œuvre dans le cadre de leurs propres programmes locaux, et ont appuyé l'ONU Femmes et ses organisations partenaires pour la fourniture d'assistance technique.

Parmi les autres partenaires donateurs figurent Unilever et les Comités nationaux pour ONU Femmes (Australie, Royaume-Uni, Allemagne, Islande, Singapour et Nouvelle-Zélande).

---

**UN TOTAL DE 11 MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS A ÉTÉ MOBILISÉ DE 2017 À 2020 POUR SOUTENIR LES ACTIONS DE L'INITIATIVE PHARE MONDIALE POUR DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS.**

## DE 2017 À 2020, L'INITIATIVE MONDIALE DE L'ONU FEMMES POUR DES VILLES SÛRES ET DES ESPACES PUBLICS SÛRS A ENTRETENU DES PARTENARIATS AVEC :

---

PLUS DE **400** GROUPES DE DÉFENSE DES DROITS DES FEMMES ET AUTRES GROUPES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, AU NIVEAU MONDIAL COMME AU NIVEAU LOCAL

**120** BUREAUX DE MAIRES, AUTORITÉS LOCALES ET NATIONALES ET PARTENAIRES DONATEURS

**20** AGENCES DES NATIONS UNIES, RÉSEAUX DE VILLES ET AUTRES ASSOCIATIONS

# PRINCIPALES CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES (2017-2020)

**L'AECID -** L'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement, a apporté son soutien à des activités interrégionales pour aider à déployer l'initiative phare mondiale (à travers notamment le Forum mondial bisannuel, le projet mondial de communication pour la visibilité, etc.). L'AECID a fourni des fonds pour le démarrage d'une série d'interventions programmatiques dans le cadre d'initiatives-pays « Des villes Sures » adaptées à réponse à la COVID-19, et a appuyé le lancement de nouveaux programmes de prévention et de réponse au harcèlement sexuel dans les espaces publics en Afrique, en Amérique Latine et dans les États Arabes. L'Espagne a également contribué aux évaluations de trois des programmes fondateurs « Des Villes Sures pour les femmes et les filles » (Équateur, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Égypte).

**Australie -** Le Département du Gouvernement Australien pour le Développement International et le Commerce (DFAT) a appuyé des actions catalytiques « Des Villes Sures » sur le changement des normes sociales, la planification sensible au genre dans la décision politique et la programmation de marchés sûrs et de transports sûrs pour les femmes et les filles en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

**Union Européenne -** L'Union Européenne a soutenu des actions de lancement des initiatives « Des Villes Sures » en Ukraine. À travers l'initiative Spotlight, l'UE a appuyé des pays à adapter la méthodologie « Ville Sûre » en Afrique.

**République de Corée -** La République de Corée a apporté son soutien à des activités interrégionales visant à déployer l'initiative phare mondiale. Ce soutien a permis de renforcer la cohérence de l'initiative mondiale en matière de politique et les capacités des multiples partenaires des programmes « Des Villes Sures » (gouvernements locaux, police, partenaires des droits des femmes et de la société civile, etc.) dans différents domaines d'action.

**Gouvernement du Japon -** Le gouvernement du Japon a appuyé la production de conseils techniques en matière de politique au niveau mondial, et des interventions au niveau pays qui ont concerné des partenariats catalytiques entre les autorités locales et étatiques et les partenaires des droits des femmes en Inde.

**Suède -** Le gouvernement suédois a contribué à des interventions catalytiques de villes sûres sur le changement des normes sociales, notamment en ce qui concerne l'engagement des hommes et des garçons, les services essentiels pour les survivantes et la planification urbaine sensible au genre dans les programmes de villes sûres d'Éthiopie et de Tanzanie, y compris les adaptations à la pandémie de COVID-19.

**Pays-Bas -** Le gouvernement des Pays-Bas a appuyé des actions catalytiques « Des Villes Sûres » sur le changement des normes sociales, la planification sensible au genre et la fourniture de services de qualité et accessibles aux survivantes à travers des programmes mis en œuvre en Égypte, dans le cadre des efforts visant à déployer l'initiative dans le pays, avec un appui particulier pour l'adaptation de la programmation à la pandémie de la COVID-19.

**USAID -** L'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) a appuyé les « Villes Sûres » en Colombie, ainsi que des actions catalytiques « Des Villes Sûres » sur le changement des normes sociales, la planification sensible au genre et la fourniture de services de qualité accessibles aux survivantes à travers les programmes mis en œuvre en Égypte.

**Royaume-Uni -** Le Royaume-Uni a apporté son soutien au lancement de l'initiative «Hawassa Ville Sûre et les Espaces Publics Sûrs avec les Femmes et les Filles» en Ethiopie".

**Canada -** Le gouvernement du Canada a appuyé des actions de prévention dans le cadre des programmes « Des Villes Sûres » au Maroc. Le gouvernement de la ville d'Edmonton a contribué, avec d'autres partenaires, à l'organisation du quatrième Forum mondial d'ONU Femmes des Leaders des villes sûres et des espaces publics sûrs.

**Ce rapport sur l'Initiative mondiale pour des villes sûres et des espaces publics sûrs pour les femmes et les filles d'ONU Femmes présente les résultats obtenus dans le cadre de divers programmes dans les villes participantes en Afrique, en Amérique latine, dans les États arabes, en Asie et dans le Pacifique, en Amérique du Nord et en Europe.**

Il illustre ce que les gouvernements, les femmes de terrain, les organisations de femmes et d'autres partenaires de la communauté peuvent faire pour mettre en œuvre des interventions qui s'inscrivent dans une approche holistique fondée sur les droits humains pour prévenir et répondre au harcèlement sexuel et aux autres formes de violence sexuelle contre les femmes et les filles dans les espaces publics.

Ce rapport vise principalement à partager des exemples de solutions dans quatre domaines d'action de l'initiative du programme phare mondial (2017-2020). Il fait suite au premier rapport sur les résultats mondiaux précédemment produit (2012-2016), disponible ici en langue anglaise.

---

© **ONU Femmes 2021. Tous droits réservés.**

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteures et auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'ONU Femmes, des Nations Unies ou de toute autre organisation affiliée.

**Produit par :** ONU Femmes

**Production et coordination :** Nuria Felipe Soria et Andere Nieva, en collaboration avec Laura Capobianco et Lizzette Soria, ONU Femmes.

**Contribution Technique :** L'équipe mondiale de coordination et les équipes pays « Des villes sûres et des espaces publics sûrs »

**Rapport initialement produit en anglais. Relecture de la version française :** Raphaëlle Rafin et Kathryn Travers, ONU Femmes

**Conception:** Stephanie Montoya

GOBIERNO DE ESPAÑA | MINISTERIO DE ASUNTOS EXTERIORES Y DE COOPERACIÓN | Cooperación Española

Ce rapport a été réalisé grâce au financement de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID).

**PAGE DE COUVERTURE**

**Photo de haut de page (de gauche à droite)**

- Une femme agente du changement présente les résultats de l'étude exploratoire de la ville sur la nature du harcèlement sexuel dans les espaces publics lors d'une session de conception multipartite de l'initiative « Ho Chi Minh, Ville sûre pour les femmes et les filles » au Vietnam. Photo : ONU Femmes
- Des groupes de défense des droits des femmes mènent des actions de sensibilisation à la prévention et à la réponse au harcèlement sexuel dans et autour des transports publics à Quito, en Équateur. Photo : ONU Femmes/ Martin Jaramillo

**Photos de bas de page (de gauche à droite)**

- Les vendeuses du marché participent activement à la revitalisation des marchés publics en Tanzanie, garantissant ainsi une approche intégrée de la sécurité des villes et des espaces publics pour toutes et pour tous. L'accent est mis sur la participation des femmes usagères et vendeuses dans les marchés au développement de marchés sûrs et durables, notamment à travers des modifications pratiques apportées au bâti pour accroître l'autonomie économique des femmes et leur sentiment de sécurité. Photo : ONU Femmes/Tsitsi Matope
- Des jeunes hommes bénévoles formés à la prévention et à la réponse au harcèlement sexuel, y compris dans les transports, collent une affiche sur un tuk tuk où il est écrit : Mon tuk tuk est sûr - exempt de harcèlement sexuel. Photo : CARE/ Salma Salim

220 East 42nd Street
New York, New York 10017, USA
Tel: 646-781-4400
Fax: 646-781-4444

www.unwomen.org
www.facebook.com/unwomen
www.twitter.com/un_women
www.youtube.com/unwomen
www.flickr.com/unwomen
www.instagram.com/unwomen

ONU FEMMES